

Minorités ethniques en Russie : « La peur coule dans nos veines »



Bafouées dans leurs droits, surmobilisées en Ukraine, les minorités ethniques en Russie paient un lourd tribut à la guerre.

Tribune de Genève

TÉMOIGNAGE

VIRGINIE LENK

Lorsqu'on lui demande si elle espère rentrer un jour en Sibérie, la voix de Yana Tannagasheva se brise : « Cela a été très dur d'abandonner ma communauté. Mais aujourd'hui, je sais que j'ai fait le bon choix. Mon fils aîné est en âge de faire l'armée. Si nous rentrions, il serait envoyé en Ukraine. »

La jeune femme est membre des Shors, l'un des nombreux peuples autochtones de Russie. Son village se trouvait dans la région de Kemerovo, au sud de la Sibérie, riche en charbon. Une aubaine pour le gouvernement, une sentence d'exil pour les Shors : « En 2013, nous avons été sommés de vendre nos terres à une entreprise qui voulait extraire le charbon. Parce que nous avons refusé, notre village a été incendié. »

L'activiste s'est lancée depuis dans un bras de fer inégal contre Moscou. Elle a porté l'affaire devant l'ONU : « J'ai perdu mon travail d'enseignante, j'ai été menacée par les autorités, mon mari a été intimidé. Lorsqu'ils ont commencé à suivre nos enfants, nous avons décidé de partir. »

La famille vit aujourd'hui en Suède, d'où Yana poursuit la lutte. La semaine dernière, elle est intervenue aux Nations unies, à Genève, dans le cadre du Forum sur les entreprises et les droits de l'Homme.

Shors, Yakoutes, Bouriates, Samis... Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la situation des minorités ethniques s'est dégradée. Le dialogue est rompu avec les groupes miniers, qui respectent de moins en moins les droits humains et les normes environnementales. « La répression est devenue plus forte », avoue Yana. « Les gens ne croient plus à un pouvoir démocratique dans ce pays. »

Mais surtout, ces communautés sont en première ligne depuis la mobilisation partielle lancée par Vladimir Poutine. D'après des chiffres de médias indépendants russes, ils seraient sur-représentés parmi les soldats russes en Ukraine. La Bouriatie, par exemple, est la deuxième région du pays la plus affectée, avec 3,6 % d'hommes mobilisés, alors qu'elle ne représente, avec un million d'habitants, que 1/150^e de la population de la Russie.

« C'est une des conséquences de la longue politique de colonialisme de Moscou », regrette Yana Tannagasheva. « La peur coule dans nos veines. Même si nous sommes opposés à cette guerre, nous ne pouvons pas dire non au pouvoir. Et puis, les gens sont très pauvres. Ils espèrent que la solde des soldats les fera vivre mieux. »



Yana Tannagasheva lors de sa dernière visite à l'ONU, cet été. L'activiste indigène vit en exil depuis 2018. © RENÉ TORRES.



Une membre de l'ethnie Shor, dans la région de Kemerovo, au sud de la Sibérie. © NELLI SLUPACHIK.

Elle évoque ces jeunes hommes d'un village voisin qui ont été envoyés au front, sous-équipés et mal préparés, comme la plupart des soldats russes : « Certains sont déjà morts. »

D'autres essaient de fuir cette mobilisation forcée, de disparaître dans la nature, immense. « J'ai entendu parler de personnes qui se cachent dans la forêt », confie Yana. « Ils partent, un matin, chasser ou pêcher, et ne reviennent pas. Récemment, deux d'entre eux ont traversé par bateau le détroit de Béring et rejoint l'Alaska. Mais les militaires russes atteignent même les villages les plus éloignés pour mobiliser nos hommes. »

Accusés de cruauté

Cette chair à canon, ces « soldats à usage unique », comme les appellent les Ukrainiens, sont depuis quelques jours au centre d'une nouvelle polémique. Le

pape François a affirmé dans une interview au magazine *America* publiée le 28 novembre que certains des combattants « les plus cruels » en Ukraine appartiennent à des minorités non chrétiennes, comme « les Tchétchènes, les Bouriates ».

Moscou a fait part officiellement de son indignation, mais pour la jeune femme, « c'est exactement ce que la Russie cherche à montrer au monde : que ce ne sont pas de vrais Russes qui se battent en Ukraine. Le pape se laisse aveugler par la propagande du Kremlin. »

C'est d'autant plus compliqué, explique-t-elle, que Moscou divise les communautés entre elles sur cette guerre, pour mieux les contrôler : « L'organisation indigène Raipon (de l'anglais Russian Association of Indigenous Peoples of the North, NDLR) est complètement aux mains du régime et soutient l'invasion. C'est pourquoi nous avons fondé notre propre Comité international des peuples autochtones de Russie (ICIPR, NDLR), qui s'oppose à cette guerre. » Une lutte qu'elle poursuivra en exil, même si elle n'a pas abandonné l'espoir de rentrer un jour en Sibérie.

Le soulèvement cocktail

ANALYSE

DANIEL-DYLAN BÖHMER



Chine, Iran, Russie : ces grandes dictatures sont-elles véritablement solides ? Et qu'est-ce qui pourrait finir par provoquer leur chute ? Pour connaître les chances de survie de tel ou tel type d'autocratie, il faut remonter dans le passé.

Soudain, la situation semble être sur le point de basculer. Dans une rue du marché de Guangzhou en Chine, des gens lancent des bouteilles contre la police, puis des briques. Les forces d'intervention avancent. Derrière leurs boucliers en plexiglas, les forces de sécurité portent des combinaisons blanches à capuche, des lunettes de protection et des masques respiratoires. Après avoir été le théâtre de la plus grande épidémie de coronavirus depuis longtemps, voilà que Guangzhou fait face à un virus bien plus dangereux : le germe du renversement.

Alors que des gens, ici, lancent des bouteilles pour protester contre le confinement instauré depuis déjà presque deux mois dans leur quartier, d'autres, à Pékin, brandissent du papier blanc en signe de protestation contre la censure. Tandis qu'à Shanghai, on entend résonner *l'Internationale*, hymne socialiste par excellence, dont les valeurs de liberté sont bien éloignées de celles du Parti communiste au pouvoir en Chine. Ces voix réclament la chute du gouvernement. Serait-ce les prémices d'une démocratie à venir ?

Dans la lutte mondiale qui oppose la liberté à la dictature, on assiste actuellement à des situations inattendues. Depuis quelques mois, les plus grandes dictatures de la planète, à savoir la Chine, l'Iran ou la Russie, font face au soulèvement de leurs citoyens à l'encontre de leurs dirigeants. Or, rares sont les experts qui l'avaient prévu.

En République populaire de Chine, des dizaines de milliers de personnes protestent chaque année contre les injustices, les expropriations ou les problèmes environnementaux à l'échelle locale. Pour autant, jusqu'à la semaine dernière, on considérait comme quasiment impossible qu'autant de populations descendent de nouveau dans les rues des métropoles en si peu de temps pour réclamer un changement de système politique.

Les experts ont ainsi été cueillis lorsque des milliers de personnes ont osé manifester en Russie au printemps et à l'automne contre la guerre menée par leur pays en Ukraine.

Enfin, en Iran, depuis des mois, des femmes et des hommes de tous âges et de toutes conditions sociales manifestent encore et encore contre l'obligation de porter le voile et la domination des érudits religieux islamiques alors qu'ils sont menacés par des condamnations à mort et que les forces de police ont ordre de tirer.

Et si le besoin humain de s'autodéterminer n'était pas aussi simple à éradiquer que les dictatures actuelles voulaient le faire croire ? Ces autocraties sont-elles véritablement solides ? Et qu'est-ce qui pourrait provoquer leur chute ?

A la recherche du moment charnière

Barbara Geddes soupire. « Connaissez-vous le problème du moment charnière ? », demande cette professeure de 78 ans de l'Université de Californie à Los Angeles, considérée comme l'une des plus importantes chercheuses au monde sur les dictatures. « C'était déjà le cas en RDA. La population semblait satisfaite de l'ordre établi. Et du jour au lendemain, elle est descendue dans la rue pour manifester. Très vite, plus personne ne semblait soutenir le système. »

Mais où se situe exactement ce moment où un Etat apparemment stable s'effondre ? La raison pour laquelle ces changements soudains se produisent reste finalement une question sans réponse, explique Barbara Geddes : « C'est la raison pour laquelle le moment charnière constitue un problème. »

DIE WELT